
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 6 au 12 décembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Economie

Le groupe des détenteurs d'obligations du Nouvel Aéroport International de Mexico (NAIM), représenté par le cabinet d'avocats Hogan Lovells, a déclaré qu'il n'acceptait pas les conditions du Gouvernement de rachat des obligations présentées le 3 décembre dernier. Le cabinet d'avocats a précisé que ses clients représentaient plus de 50% des détenteurs du total des obligations émises (6 Mds USD), sans préciser toutefois le nombre de participants.

Suite à plusieurs refus exprimés par des détenteurs, le Gouvernement a amélioré, le 11 décembre, l'offre de rachat des obligations du *trust fund* MEXCAT, émises pour le financement du NAIM. La nouvelle offre prévoit notamment le rachat des obligations à 100% de leur valeur faciale.

En novembre, l'inflation a atteint 4,72% (g.a.), soit son taux le plus bas depuis juillet. Cette tendance à la baisse est notamment due à la baisse du prix du gaz de pétrole liquéfié.

La productivité du travail a baissé de 0,8% g.a. au T3, selon l'INEGI. La baisse de la productivité a été visible pour le secteur secondaire (-2,1% g.a.) et le secteur tertiaire (-0,7% g.a.). Seul le secteur primaire a connu une croissance de sa productivité au T3 (+1,4% g.a.).

Selon un rapport de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), 1 jeune Mexicain sur 4 ni n'étudie ni ne travaille (les « *ninis* »). Le Mexique se classe ainsi au dernier rang des 9 pays étudiés (Haïti, Brésil, Salvador, Chili, Colombie, Paraguay, Pérou, Uruguay, Mexique). Au Mexique, ce problème concerne avant tout les femmes : 3 « *ninis* » sur 4 sont des femmes.

L'entreprise de conseil en ressources humaines, Manpower Group, estime que 300 000 emplois formels seront créés au premier trimestre 2019. Ce chiffre est inférieur à celui enregistré au premier trimestre de 2018 (368 000 emplois créés à l'Institut de sécurité sociale du Mexique (IMSS)). Lors de la présentation de l'enquête sur les perspectives d'emploi du premier trimestre de 2019, le groupe a estimé que pour les premiers mois de l'année prochaine, 17% des employeurs augmenteraient leurs effectifs, tandis que seulement 5% diminueraient et 72% ne feraient pas de changements.

Entre janvier et novembre, les *Afores* (fonds de pensions mexicains) ont déclaré des moins-values pour un montant total de 310 M USD, selon les chiffres de la Commission Nationale du Système d'Épargne pour la Retraite (Consar). Les pertes auraient été accentuées ces deux derniers mois, en raison notamment de l'annonce de l'annulation du NAIM, où sont placés une partie des investissements des *Afores*.

Les réserves internationales mexicaines ont dépassé les 174 Mds USD à la fin de 1^{ère} semaine du mois de décembre, niveau qui n'avait pas été atteint depuis juin 2017. Le Gouverneur de la Banque centrale mexicaine a indiqué que cette augmentation des réserves était principalement due à la croissance de la valeur des actifs financiers détenus par la Banque centrale. Les réserves ont crû de 1,316 Mds USD depuis début 2018.

La valeur du travail domestique et des soins non rémunérés s'est élevée à 223 Mds USD en 2017, ce qui représente 23,3% du produit intérieur brut (PIB), la proportion la plus élevée jamais enregistrée par l'INEGI. La participation des femmes à ces activités est trois fois supérieure à celle des hommes, avec 17,5 points de PIB, contre 5,8 points.

Dans la ville de Mexico (CDMX), près de 6 entreprises sur 100 ont été extorquées au cours du troisième trimestre, selon la Chambre de commerce de la capitale mexicaine. Le montant moyen de ces extorsions est très variable. 97% des victimes ont déclaré ne pas avoir porté plainte, dont 45% estimaient que c'était une perte de temps, 26% craignaient des représailles et 10% ne faisaient pas confiance à l'autorité.

Finances publiques

Le budget pour l'année 2019 devrait être présenté à l'Assemblée Nationale mexicaine ce samedi 15 décembre, et devrait présenter une dépense publique de 276 Mds USD. Selon le Président, 36 Mds USD seront destinés au paiement des intérêts la dette et 46 Mds USD aux pensions de retraites. Il a également indiqué qu'entre six et huit

Ministères connaîtraient une augmentation de leur budget, dont les Ministères du Travail, de la Défense Nationale et de la Santé face à la « situation d'urgence » du pays. A l'inverse, il a annoncé que 10 Ministères verront leur budget réduit, sans toutefois préciser lesquels et dans quelle mesure.

Selon le président de la commission des finances à l'Assemblée Nationale, le Gouvernement pourrait mettre à profit 8 fonds et trusts publics – totalisant 5,1 Mds USD – afin de financer le service de la dette et les dépenses d'investissement. Il a indiqué que ces fonds avaient été sélectionnés pour leur absence de règles opérationnelles et pour les soupçons d'utilisation discrétionnaire. Il existe aujourd'hui 310 trusts publics actifs au Mexique.

Selon le Centre d'Etudes Economiques du Secteur Privé (CEESP), la réalisation de tous les objectifs du nouveau Gouvernement entraînerait, au cours du sexennat, un coût équivalent à 10,3% du PIB. D'après l'organisation, il sera difficile pour la nouvelle Administration d'en financer l'intégralité à travers l'« austérité républicaine », sans avoir recours à l'endettement.

Le Gouvernement fédéral investira 5,4 Mds USD au service de 2,3 M de jeunes au sein du programme « Jóvenes Construyendo el Futuro », qui offrent des bourses aux jeunes chômeurs pour des apprentissages (3600 MXN/mois) ou pour des études universitaires (2400 MXN/mois). 230 entreprises, nationales et internationales, se sont déjà associées à ce programme.

La Cour Suprême de justice de la nation (SCJN) a suspendu l'application de la loi fédérale sur la rémunération des fonctionnaires, qui visait à limiter les hauts salaires. Plus de 1000 juges de district et magistrats de circonscription du pays (91% de l'effectif total) ont manifesté pour défendre leurs salaires qui garantissent selon eux l'indépendance du pouvoir judiciaire. **Le Sénat a contesté cette résolution de la Cour Suprême et demande une résolution « urgente », puisque cette suspension génère une incertitude pour le processus budgétaire pour l'année 2019.**

Entreprises et grands contrats

Dans le cadre de son plan de sauvetage du secteur énergétique mexicain, le Président de la République a annoncé 75 Mds MXN (3,8 Mds USD) supplémentaires pour le budget 2019 pour PEMEX. Selon lui, ces ressources devraient provenir du plan d'austérité du Gouvernement et ne constitueraient donc pas une dette supplémentaire.

Sur ordre du Secrétariat de l'énergie, la Commission nationale des hydrocarbures (CNH) a définitivement annulé deux appels d'offres pétroliers en cours dans le pays. Cette annulation a été justifiée par la volonté du Gouvernement de revoir la politique énergétique et d'évaluer les résultats et l'avancement des contrats d'exploration et d'extraction des hydrocarbures en vigueur.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau (11/12/18)
Bourse (IPC)	-1,11%	-14,2%	40897,85
Taux de change USD/MXN	-1,7%	+5,6%	20,2165
Taux de change EUR/MXN	-1,0%	+2,9%	23,1162
Baril de pétrole mexicain (USD)	-5,0%	-1,4%	52,0

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Dans le cadre du processus d'union douanière du Triangle du Nord, les présidents hondurien, guatémaltèque et salvadorien ont inauguré la première phase d'adaptation du poste de frontière intégré d'El Poy, à la frontière entre les trois pays. Parmi les travaux déjà exécutés figurent la construction d'un système pneumatique pour le transfert de documents, de cabines à l'attention des marchandises en libre circulation, de l'extension de voies pour le transit des véhicules, ainsi que l'entrée et la sortie des douanes.

La Secretaría de Integración Económica Centroamericana (SIECA) prévoit que le volume des exportations de l'Amérique centrale augmente de 0,4% en 2018 et de 2,6% en 2019. Le taux de croissance des exportations pour 2019 est l'un des plus faibles depuis dix ans, notamment à cause du recul des exportations au Guatemala et surtout, au Nicaragua. **Du côté des importations, elle prévoit une augmentation de 0,1% pour 2018 et de 2,1% pour 2019.**

D'après l'agence de notation Fitch Ratings, le secteur des assurances en Amérique centrale ralentit et clôturera l'année 2018 avec une croissance annuelle des primes de l'ordre de 5,8% (8,2% en 2017). Le marché devrait toutefois se reprendre en 2019. Fitch Ratings envisage un taux de croissance du secteur de 6,1%. Le secteur est principalement tiré par le Panama, le Costa Rica et le Guatemala.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Moody's a dégradé la notation du Costa Rica de Ba2 à B1 avec perspectives négatives. Malgré les efforts déployés pour l'assainissement budgétaire, l'agence prévoit un scénario plus pessimiste que le Gouvernement : elle prévoit une augmentation du déficit à 7,5% du PIB en 2019, et une augmentation de la dette (59% du PIB en 2019) jusqu'à un maximum d'environ 65% du PIB en 2022.

De janvier à septembre 2018, le système bancaire costaricien a réduit de 15,8% (g.a.) ses investissements dans les obligations de dette interne du Gouvernement. En septembre 2018 les investissements du secteur bancaire ont atteint 3,2 Mds USD contre 3,8 Mds USD en septembre 2017. En revanche, les coopératives, les mutuelles et les sociétés financières ont accru de 55% leurs investissements en titres du trésor.

Le Président a annoncé un Plan national de développement pour le Bicentenaire, qui définit 5 objectifs stratégiques pour 2022. Ces objectifs sont une forte croissance économique entre 2019 et 2021 (entre 3,5% et 3,8%) ; une réduction de la pauvreté multidimensionnelle (de 18,1% à 16,1%) ; un frein à la croissance des inégalités (maintien du coefficient de Gini et augmentation de la participation des femmes au marché du travail) ; une baisse du chômage (taux cible entre 7,3% et 8,4%, contre 10,2% actuellement) et une réduction de déficit budgétaire (taux cible de 4,1%).

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Le Budget 2019, approuvé par le Congrès, prévoit une augmentation de la dette publique de 9,8% pour l'année à venir. Celle-ci devrait atteindre en 2019 20,2 Mds USD, contre 18,4 Mds USD en 2018. Avec un endettement qui atteint 24,5% du PIB national, le Guatemala figure parmi les pays les moins endettés de la région. La dette par habitant avoisine les 1142 USD.

La Banque centrale du Guatemala maintient son taux directeur à 2,75%. D'après la Banque centrale, au niveau national, les indicateurs à court terme, tels que l'indice mensuel de l'activité économique (en hausse de +3% au cours des six derniers mois), l'inflation (environ +4%), les envois de fonds (remesas) et les importations continuent d'être conformes aux prévisions de croissance économique pour cette année, laquelle devrait se situer entre +2,8% et +3,2%.

L'inflation ralentit : en novembre, le rythme est tombé à 3,2% (g.a.), par rapport à 4,3% en octobre. Selon l'Institut National de la Statistique, il s'agit du troisième niveau d'inflation le plus faible observé pour un mois de novembre depuis 2011 : elle se situe à 1,0 point de pourcentage en-dessous de la moyenne des mois de novembre 2011-2017.

Au cours des onze premiers mois de l'année, les remesas ont totalisé 8,4 Mds USD de dollars, soit 13% de plus que pour la même période en 2017. Sur le seul mois de novembre, le pays a reçu des remesas pour un total de 757 M USD, soit 17% de plus qu'en novembre 2017.

En octobre, l'activité économique au Guatemala a enregistré une hausse de 3,3% (g.a.), principalement en raison de la performance des services privés et du commerce de gros et de détail.

Entre janvier et octobre, les exportations guatémaltèques ont totalisé 9,0 Mds USD, soit 3% de moins qu'à la même période en 2017. Les produits les plus exportés ont été les articles d'habillement (13,5% des exportations), les bananes (7,6%) et le café (7,2%). Les principales destinations des exportations ont été les Etats-Unis (36,4%), l'Amérique centrale (28,5%) et la zone euro (8,3%).

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

L'indice Mensuel Activité Economique (IMAE) a enregistré en octobre une croissance de 3,7% (g.a.), notamment grâce au dynamisme du secteur financier (+6,4%).

D'après l'Institut National des Statistiques (INE), 65% des Honduriens percevant un salaire touchent moins que le salaire minimum (245 USD). Ce taux atteint 80% dans le secteur informel. Entre 55% et 60% des entreprises ne

respecteraient pas le salaire minimum. Au cours de la période 2014-2018, ce dernier a augmenté de 37 USD, passant de 208 à 245 USD par mois, soit une progression de +17%.

On recense au Honduras près de 800 000 jeunes âgés de 12 à 30 ans qui ne travaillent pas et n'étudient pas (les "Ninis"), soit plus de 24% de la population de cette tranche d'âge. Les femmes représenteraient près de 80% de ces "Ninis". D'après l'étude "Millennials en América Latina y el Caribe: ¿Trabajar o estudiar?", les autres pays qui comptent le plus de "Ninis" sont le Mexique (25% des jeunes), le Salvador (24%), le Brésil (23%) et Haïti (19%).

Ficohsa a reçu le prix de la meilleure banque du Honduras, décerné par le magazine financier LatinFinance, qui a souligné l'excellence des services bancaires de l'institution financière. Le groupe bancaire compte plus de 6 000 employés et a également reçu le label « Great Place to Work », lequel reconnaît les meilleures entreprises au niveau international où il fait bon travailler.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

En novembre, l'inflation s'est établie à 4,4% (g.a.).

Selon les données de la Banque centrale du Nicaragua, l'activité économique des hôtels et restaurants a enregistré en septembre une baisse de 27% (g.a.)

Au plus bas depuis 10 ans, les ventes de véhicules devraient chuter de -83% en 2018 par rapport à 2017, d'après les données de l'Asociación Nicaragüense de Distribuidores de Vehículos Automotores (Andiva). Le marché automobile nicaraguayen ne devrait retrouver son niveau d'avant la crise (environ 20 000 unités) que dans deux ans, dans le meilleur des cas.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

La Banque de développement d'Amérique latine (CAF) a approuvé des prêts pour un montant total de 325 M USD. Un prêt de 125 M USD a été approuvé pour le programme Panama Bilingüe, qui promeut l'apprentissage de l'anglais comme seconde langue. Un crédit de 200 M USD a également été approuvé pour soutenir le Programme national d'investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Ce programme vise à améliorer la couverture, la qualité et la fiabilité des services d'approvisionnement en eau potable dans la région métropolitaine de Panama et dans la province de Colon.

La Banque centroaméricaine d'intégration économique (BCIE) a signé un accord de prêt de 450 M USD avec le consortium FCC, pour le projet d'extension à six voies du corridor de Las Playas. Ce financement devrait soutenir la modernisation du réseau routier et développer le tourisme.

De janvier à septembre 2018, l'investissement dans les permis de construire a diminué de 49% (g.a.), selon la Chambre panaméenne de construction (CAPAC). L'investissement s'est élevé à 758 M USD, soit le plus faible investissement enregistré ces 6 dernières années.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Au plus haut depuis 10 ans, le déficit budgétaire devrait dépasser 1 Md USD en 2019, soit 3,7% du PIB, selon le think tank Fundación Salvadoreña para Desarrollo Económico y Social (Fusades). Entre janvier et octobre 2018, le déficit public salvadorien a atteint 427,9 M USD, soit une progression de près de +93% par rapport au niveau enregistré en 2017. Le groupe de réflexion explique ces fortes augmentations par une importante hausse des dépenses publiques. Ces dernières, qui ont atteint 471,3 M USD, soit un taux de croissance de +9,7% (g.a), sont au plus haut depuis 2012. Les dépenses courantes ont augmenté de +11,8 % (g.a) pour atteindre 369,9 M USD.

Les énergies propres et renouvelables sont la principale source de production d'électricité au Salvador, passant de 52,3% du total de la capacité énergétique installée dans le pays en 2014 à 63,7% en 2018. Elles ont notamment contribué à augmenter la puissance totale installée du secteur de l'électricité de 1 586,8 MW en 2014 à 2 084,5 MW en 2018, soit une augmentation de 31,4%. Cette capacité installée de production d'électricité devrait continuer à croître dans les années à venir : 624,2 MW devraient en effet venir s'ajouter entre 2019 et 2021.

L'Organisation des États des Caraïbes Orientales (OECS) s'est associée à d'autres organisations de petits pays insulaires du Pacifique lors de la COP 24 pour collaborer dans la lutte contre le changement climatique. L'impact des catastrophes naturelles et la résilience aux changements climatiques ont été les principaux sujets discutés.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

Le projet de loi de Finances 2018-2019, de 2 Mds EUR, a été déposé par le Ministre de l'Économie et des Finances le 11 décembre. Ce budget intègre 1,16 Md EUR de dépenses de fonctionnement et 730 M EUR de dépenses d'investissement. Le projet est à dominante sociale. Le budget prévoit un financement de 1,32 Md EUR via des recettes fiscales et de 330 M EUR via des dons et autres appuis budgétaires.

Le 1^{er} Ministre haïtien s'est exprimé à Toronto dans le cadre du Forum Économique International des Amériques afin de convaincre les investisseurs et institutionnels d'investir en Haïti. Il a indiqué que le pays était ouvert aux investisseurs et aux touristes. Il a particulièrement mentionné l'industrie minière haïtienne, et a présenté les investissements étrangers comme un facteur favorisant la lutte contre l'extrême pauvreté et les inégalités en Haïti.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La supervision de la raffinerie Petrojam, par le Ministère de la Science, de l'Énergie, et de la Technologie doit être améliorée, selon les conclusions de l'audit de Petrojam. Ces dernières ont révélé des pertes de pétrole inexplicables, des cas de non-respect des directives d'approvisionnement de la direction, une mauvaise gestion des projets d'investissement et des contrats de conseil. De plus, le rapport souligne des pratiques de recrutement et d'emploi incohérentes et un contrôle insuffisant des activités de Petrojam par le Ministère.

La criminalité a baissé entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre. Les forces de sécurité affirment avoir lancé une vaste opération visant à réduire la criminalité et notamment les homicides. Elles signalent une diminution de 22% des homicides sur la période. Les crimes violents ont baissé de 21% et les agressions ont diminué de 12%. De plus, les données des forces de police ont également montré une diminution de 13% des vols qualifiés et des entrées par effraction de 5%.

Saint-Christophe-et-Niévès

2017 – PIB : 1,5 Md USD | Pop : 55 000 hbts

La Banque Caribéenne de Développement a approuvé un financement de 5,8 M USD pour un projet d'éclairage public éco-énergétique. Le Gouvernement et les sociétés d'électricité de Saint-Christophe-et-Niévès contribueront à hauteur de 700 000 USD. Près de 87% de l'approvisionnement en énergie de la Fédération étant importé, les importations de combustibles nécessaires à la génération d'électricité représentent 8% du PIB. Ce projet devrait permettre au pays d'économiser plus de 2,2 M USD par an.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le Ministre des Affaires Étrangères a indiqué que les exportations dominicaines ont crû de 35% entre 2009 et 2017, passant de 467 M USD à 727 M USD sur la période. Il a mentionné l'importance de l'Union Européenne pour l'économie dominicaine, qui a en outre bénéficié de 288 M USD d'IDE européens au S1 2018. L'aide européenne atteindra 418 M EUR sur la période 2014-2020. Le Ministre s'inquiète toutefois de l'impact du Brexit sur l'économie dominicaine, le Royaume-Uni étant le 2^{ème} partenaire commercial de la RD.

L'inflation a atteint 2,37% en glissement annuel en novembre, soit un niveau inférieur à l'intervalle cible de la Banque centrale (4% ± 1). La faiblesse de l'inflation dominicaine sur le 11^{ème} mois de l'année s'explique par la baisse des prix internationaux du pétrole et du gaz liquéfié.

La République dominicaine a indiqué le lancement de son plan d'action climatique en marge de la COP 24 afin de respecter les engagements pris par le pays dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat.

La République dominicaine et le Curaçao ont annoncé la signature d'un accord commercial partiel. L'accord exclut les produits pour lesquels au moins un des pays considère que l'accord pourrait nuire à l'industrie nationale concernée : les deux pays établiront une liste de ces produits.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.